



N° 64-001-XIF au catalogue

Permis de bâtir

Février 2006



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-4646).

Pour obtenir des informations sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements **1 800 263-1136**

Service national d'appareils de télécommunication pour les malentendants **1 800 363-7629**

Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt **1 800 700-1033**

Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt **1 800 889-9734**

Renseignements par courriel ***infostats@statcan.ca***

Site Web ***www.statcan.ca***

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 64-001-XIF au catalogue est publié de façon mensuelle sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada au prix de 15 \$CAN l'exemplaire (PDF) et de 156 \$CAN pour un abonnement annuel (HTML). Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires à ***www.statcan.ca***, sous la rubrique Produits et services.

Normes de service au public

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136. Les normes de services sont aussi publiées sur ***www.statcan.ca*** sous À propos de Statistique Canada > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada

Division de l'investissement et du stock de capital
Section des indicateurs courants de l'investissement

Permis de bâtir

Février 2006

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2006

Tous droits réservés. L'utilisation de ce produit est limitée au détenteur de licence et à ses employés. Le produit ne peut être reproduit et transmis à des personnes ou organisations à l'extérieur de l'organisme du détenteur de licence.

Des droits raisonnables d'utilisation du contenu de ce produit sont accordés seulement à des fins de recherche personnelle, organisationnelle ou de politique gouvernementale ou à des fins éducatives. Cette permission comprend l'utilisation du contenu dans des analyses et dans la communication de résultats et conclusions de ces analyses, y compris la citation de quantités limitées de renseignements complémentaires extraits du produit de données dans ces documents. Cette documentation doit servir à des fins non commerciales seulement. Si c'est le cas, la source des données doit être citée comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, les utilisateurs doivent d'abord demander la permission écrite aux Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Avril 2006

N° 64-001-XIF au catalogue, vol. 50, n° 2

ISSN 1496-3949

Périodicité : mensuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 64-001-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Informations pour l'utilisateur

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- P provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Remerciements

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

- D. McDowell, Directeur, Division de l'investissement et du stock de capital
- M. Labonté, Chef, Section des indicateurs courants de l'investissement
- É. Saint-Pierre, Chef d'unité, secteur résidentiel, Section des indicateurs courants de l'investissement
- D. Legault, Programmeur-Analyste, Section des indicateurs courants de l'investissement

Avis important

Les changements de limites territoriales, de status et de noms d'entités géographiques qui ont eu lieu avant janvier 2006 sont inclus dans la présente publication. Ces changements géographiques sont disponibles en écrivant à :

Statistique Canada
Division de l'investissement et du stock de capital
Section des indicateurs courants de l'investissement
9 D-2, Édifice Jean Talon
Tunney's Pasture
Ottawa, Ontario
K1A 0T6
ou en téléphonant au : (613) 951-4646

Table des matières

Faits saillants	5
Analyse – Février 2006	6
Première baisse en huit mois du côté des logements unifamiliaux	6
Secteur non résidentiel : redressement important dans chacune des trois composantes	7
Produits connexes	12
Tableaux statistiques	
1 Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée	15
2 Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée	15
3 Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée	16
4 Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel	16
5 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2006	17
6 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2006	19
7 Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2006	22
8 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2006	24
9 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier - février 2006	25
10 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2006	26
11 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2006	28
12 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier - février 2006	29
13 Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, février 2006	30
Qualité des données, concepts et méthodologie	
Description - Enquête mensuelle sur les permis de bâtir	31
Sources de données et méthodologie	32
Concepts et variables observées	34
Catégories de bâtiments	35
Exactitude des données	37
Comparabilité des données et sources connexes	38

Table des matières – suite

Appendice

I. Abréviations géographiques	39
-------------------------------	----

Graphiques

1. Valeur totale des permis de bâtir	8
2. Valeur résidentielle des permis de bâtir - Total	8
3. Nombre d'unités de logement - Unifamilial et multiple	9
4. Valeur non-résidentielle des permis de bâtir - Total	9
5. Valeur commerciale des permis de bâtir	10
6. Valeur industrielle des permis de bâtir	10
7. Valeur institutionnelle et gouvernementale des permis de bâtir	11

Faits saillants

- Les intentions de construction ont rebondi en février, les hausses des permis de bâtir non résidentiels ayant effacé un deuxième repli mensuel consécutif dans le secteur de l'habitation au Canada.

Analyse – Février 2006

Les intentions de construction ont rebondi en février, les hausses des permis de bâtir non résidentiels ayant effacé un deuxième repli mensuel consécutif dans le secteur de l'habitation au Canada.

Les municipalités ont délivré pour 5,2 milliards de dollars de permis de bâtir en février, en hausse de 3,6 % par rapport au mois précédent. La valeur totale des permis de bâtir a suivi une tendance à la hausse depuis le début de 2004.

La valeur des permis de bâtir non résidentiels a progressé de 14,4 % pour atteindre 1,8 milliard de dollars, après avoir connu une baisse de 13,4 % en janvier. La valeur des permis a crû pour chacune des trois composantes (industrielle, commerciale et institutionnelle).

Cependant, la valeur des permis de bâtir résidentiels a reculé de 1,5 % pour s'établir à 3,4 milliards de dollars, ce qui constitue un deuxième repli consécutif depuis le sommet atteint en décembre. La valeur des permis de bâtir de logements unifamiliaux a chuté pour la première fois en huit mois.

Toutefois, les intentions de construction résidentielle sont demeurées vigoureuses, le niveau maintenu en février dépassant de 5,0 % la moyenne mensuelle de 2005, une année record. De plus, la tendance de la valeur des permis de bâtir résidentiels est à la hausse depuis le début de 2005.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 380 municipalités, représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

À l'échelon régional, 22 des 28 régions métropolitaines de recensement ont eu un départ plus rapide qu'en 2005. Les six autres régions se trouvent toutes en Ontario. Ce sont trois régions de l'Ouest, soit Calgary, Edmonton et Vancouver, qui ont affiché les hausses les plus marquées, grâce au dynamisme du secteur de l'habitation.

Première baisse en huit mois du côté des logements unifamiliaux

En février, la valeur des permis de bâtir de logements unifamiliaux a chuté de 7,7 % pour s'établir à 2,3 milliards de dollars. Il s'agit d'un premier repli mensuel depuis juin 2005. En dépit de cette baisse, la demande de logements unifamiliaux est demeurée vigoureuse, le niveau de février ayant été supérieur de 8,0 % à la moyenne mensuelle de 2005.

De plus, les municipalités ont approuvé la construction de 10 563 nouveaux logements unifamiliaux, en hausse d'un peu plus de 400 logements par rapport à la moyenne mensuelle de l'année dernière.

La valeur des permis de bâtir de logements multifamiliaux s'est accrue de 13,9 % pour atteindre 1,1 milliard de dollars en février. La construction de 9 140 nouveaux logements multifamiliaux a été approuvée, en baisse de 630 comparativement au niveau mensuel moyen de l'année dernière.

L'économie dynamique de l'Ouest canadien explique la forte demande de nouveaux logements unifamiliaux. Cette dernière a suivi une tendance à la hausse depuis le milieu de 2005.

Depuis le début de l'année, les logements unifamiliaux ont représenté 56,2 % de tous les logements neufs dont la construction a été autorisée, ce qui est bien au-dessus de la proportion de 50,9 % observée pour l'ensemble de 2005.

Le secteur de l'habitation continue de profiter des taux hypothécaires avantageux, de la situation favorable de l'emploi, du niveau d'immigration élevé et des hauts niveaux de confiance des consommateurs.

À l'échelle provinciale, l'importante chute de la valeur des permis de bâtir résidentiels en Ontario en février a entièrement neutralisé les fortes progressions observées au Québec, en Alberta et en Colombie-Britannique.

En Ontario, la valeur des permis de bâtir de logements unifamiliaux a atteint son plus faible niveau depuis janvier 2005. Au Québec, la forte croissance a fait suite aux faibles résultats de janvier, alors que la valeur des permis de bâtir résidentiels était tombée à son plus bas niveau depuis juin 2003.

En Alberta, la valeur des permis de bâtir résidentiels a encore atteint un sommet. Les hausses dans le secteur de l'habitation en Colombie-Britannique s'expliquent par la constance de la forte demande pour des logements unifamiliaux neufs et par le rebondissement de la valeur des permis de bâtir de logements multifamiliaux.

Secteur non résidentiel : redressement important dans chacune des trois composantes

Les intentions de construction dans le secteur non résidentiel du Canada ont rebondi après avoir fléchi en janvier. Toutefois, malgré cette forte hausse, la tendance de la valeur des permis de bâtir non résidentiels a été à la baisse depuis que les intentions ont atteint un sommet au milieu de 2005.

Plusieurs facteurs économiques correspondent à la conjoncture favorable du secteur non résidentiel, tels que la vigueur des secteurs du commerce de détail et du commerce de gros, la croissance des dépenses de consommation, la baisse des taux d'inoccupation des immeubles à bureaux, les taux d'intérêt favorables et les bénéfices d'exploitation records affichés par les sociétés canadiennes.

Dans le secteur commercial, la valeur des permis s'est accrue de 9,2 % et a atteint 1,1 milliard de dollars, en raison d'une hausse des intentions dans les catégories des loisirs, du commerce et des services ainsi que dans celle de l'entreposage. À l'échelon provincial, l'Ontario et la Colombie-Britannique ont enregistré les augmentations les plus prononcées en dollars, tandis que la plus forte diminution a été observée au Québec.

Dans le secteur industriel, la valeur des permis a rebondi de 36,3 % et s'est fixée à 273 millions de dollars, ce qui a mis fin à trois mois de déclin. Toutefois, ce niveau est inférieur de 18,0 % au niveau mensuel moyen de l'année dernière.

Chaque catégorie du secteur industriel a connu une hausse en février, la plus importante touchant la catégorie des services publics. Parmi les provinces, l'augmentation la plus importante a été affichée en Alberta, où la valeur des permis de bâtir industriels a plus que triplé par rapport au niveau de janvier, le plus faible en 22 mois, pour atteindre 58 millions de dollars.

Dans le secteur institutionnel, la valeur des permis a crû de 16,0 % pour s'élever à 496 millions de dollars, en raison d'une forte hausse dans le secteur de l'éducation. L'augmentation la plus importante dans la composante institutionnelle est survenue au Québec, où la valeur des permis s'est accrue de 55,6 % et a atteint 165 millions de dollars, ce qui représente son niveau le plus élevé depuis décembre 2002.

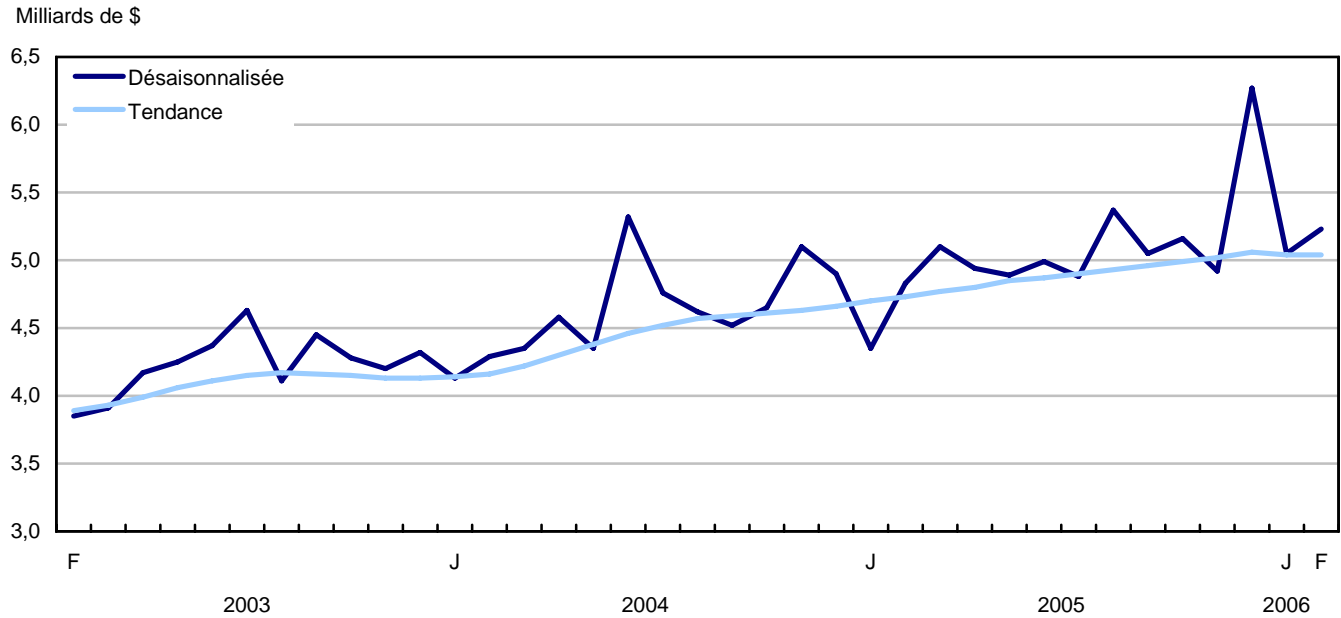
Les provinces ayant contribué le plus à la hausse mensuelle (en dollars) dans le secteur non résidentiel sont l'Alberta (+35,5 % pour atteindre 339 millions de dollars), l'Ontario (+10,5 % pour se situer à 675 millions de dollars) et la Colombie-Britannique (+20,3 % pour s'élever à 287 millions de dollars). Par contre, le Nouveau-Brunswick a affiché la plus forte baisse (-53,6 % pour s'établir à 25 millions de dollars).

L'Alberta et la Colombie-Britannique ont connu une progression pour chacune des trois composantes, tandis que ces dernières ont toutes fléchi au Nouveau-Brunswick.

La valeur des permis de bâtir non résidentiels s'est accrue dans 17 des 28 régions métropolitaines de recensement. La croissance la plus prononcée (en dollars) a été observée à Toronto, en raison des fortes hausses des intentions de construction commerciale et institutionnelle. À l'opposé, Windsor a inscrit la plus forte baisse, surtout à cause d'un fléchissement de la valeur des permis de bâtir institutionnels.

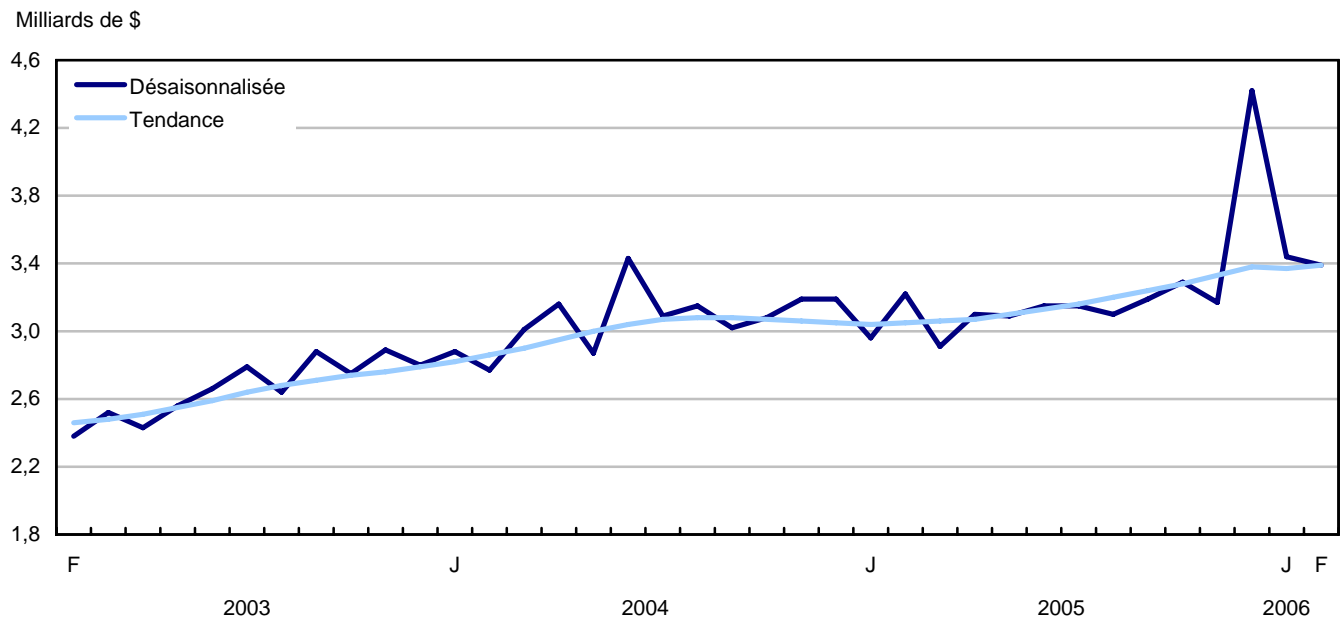
Graphique 1

Valeur totale des permis de bâtir



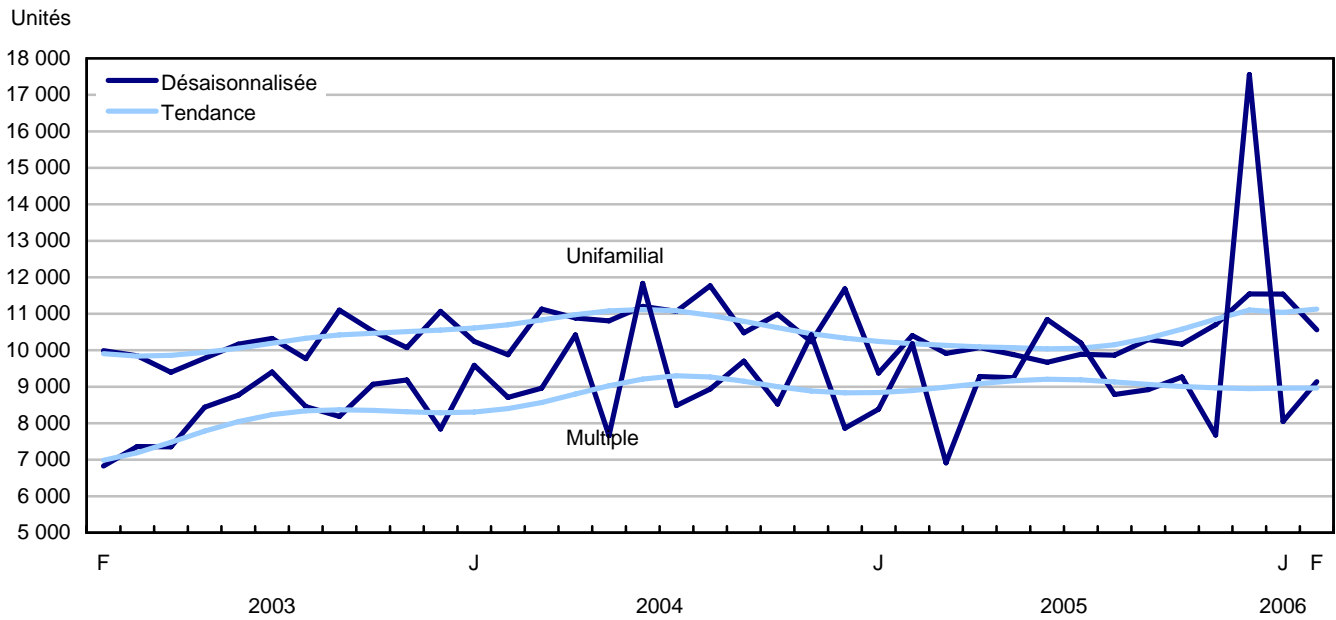
Graphique 2

Valeur résidentielle des permis de bâtir - Total



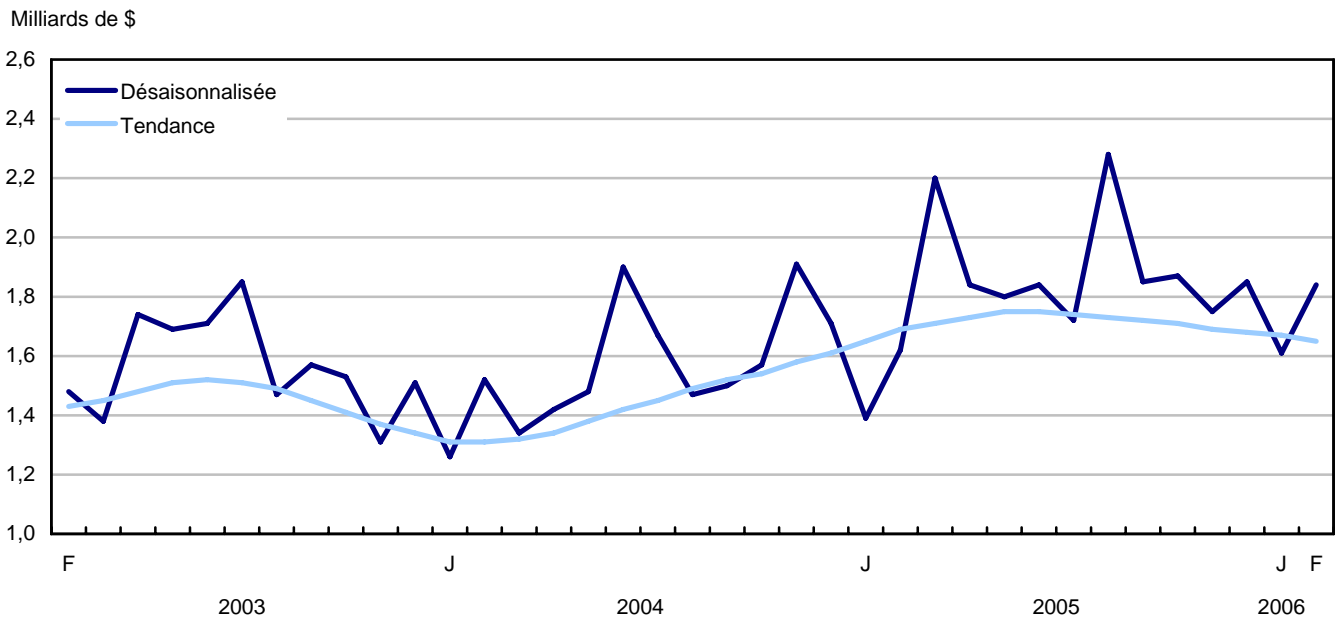
Graphique 3

Nombre d'unités de logement - Unifamilial et multiple



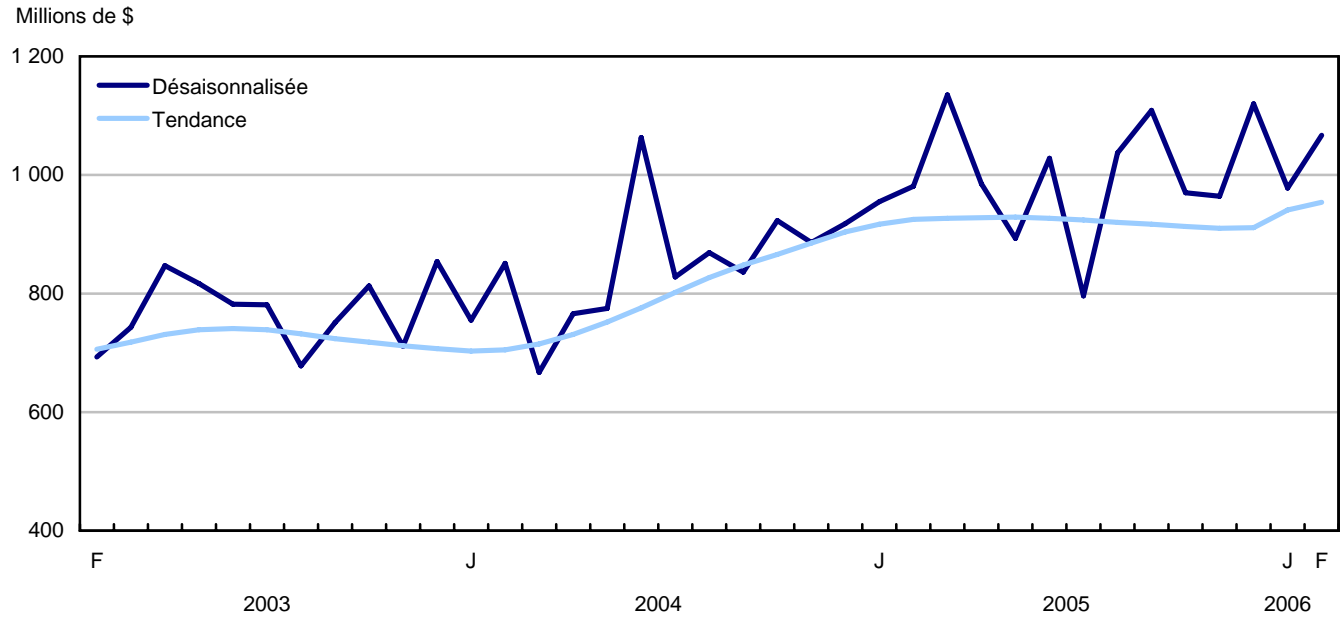
Graphique 4

Valeur non-résidentielle des permis de bâtir - Total



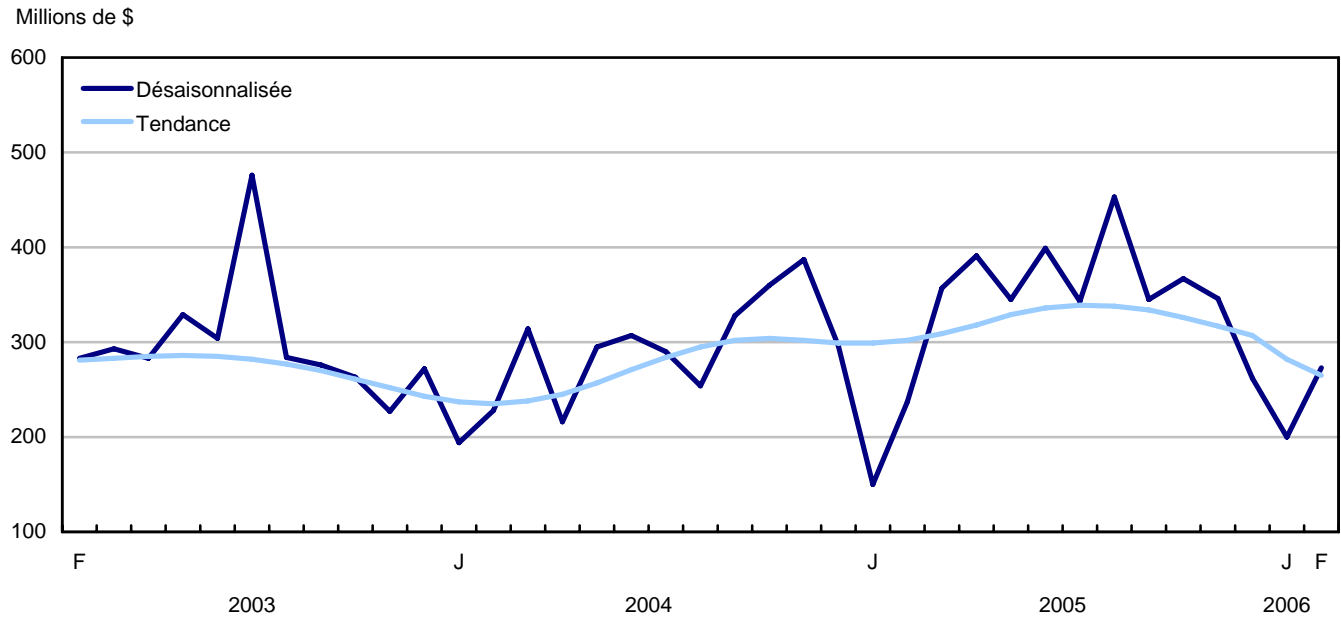
Graphique 5

Valeur commerciale des permis de bâtir



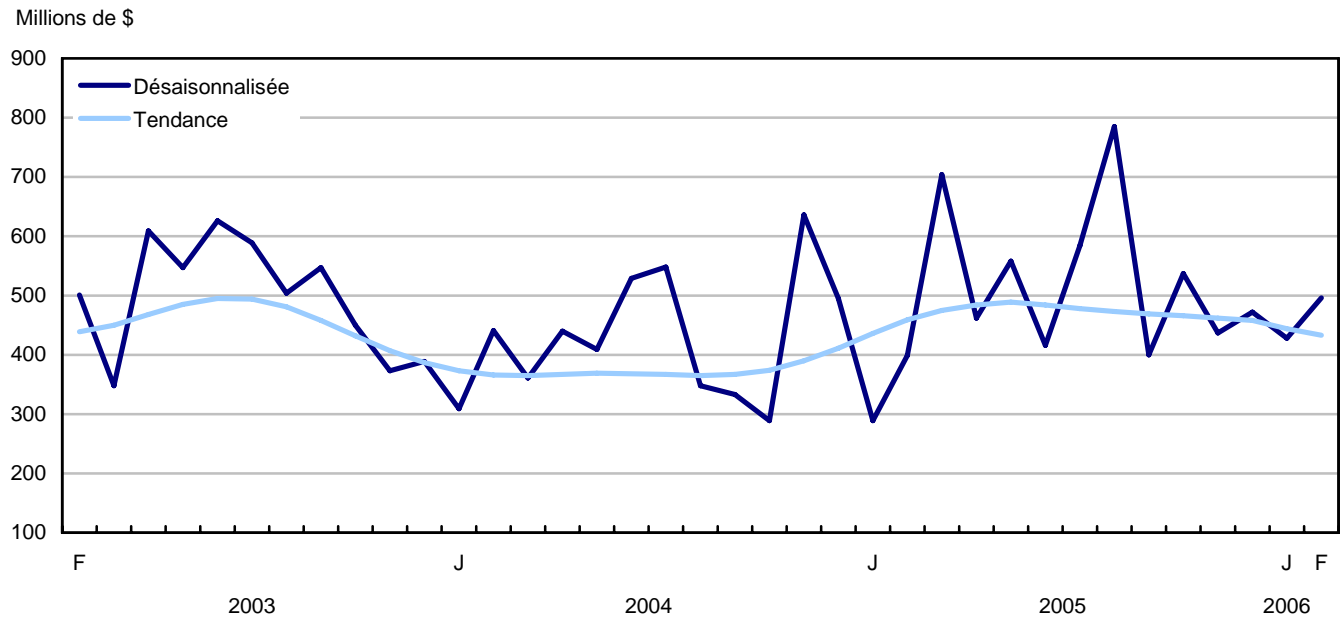
Graphique 6

Valeur industrielle des permis de bâtir



Graphique 7

Valeur institutionnelle et gouvernementale des permis de bâtir



Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

61-205-X	Investissements privés et publics au Canada, perspectives
62-202-X	Les habitudes de dépenses au Canada
64-203-X	Permis de bâtir, sommaire annuel

Choisis parmi les produits techniques et analytiques de Statistique Canada

62F0014M1996002	Une analyse de certaines méthodologies appliquées aux indices des prix de la construction
-----------------	---

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

026-0001	Permis de bâtir, valeurs résidentielles et nombre d'unités, selon le type de logement
026-0002	Permis de bâtir, unités de logements selon le type de logement et la région
026-0003	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité
026-0004	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité et la région
026-0005	Permis de bâtir, valeurs non résidentielles selon le type de structure
026-0006	Permis de bâtir, selon le type de structure et la région, désaisonnalisées
026-0007	Permis de bâtir, unités de logements selon le type de structure et la valeur et selon le secteur d'activité
026-0008	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité, désaisonnalisées et non désaisonnalisées
026-0010	Permis de bâtir, valeurs résidentielles et non résidentielles selon le type de structure pour Canada et les centres urbains, 10 000 et plus
026-0015	Permis de bâtir, indicateur avancé et indices valeur totale, désaisonnalisées

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

2802 Enquête des permis de bâtir

Choisis parmi les tableaux du Canada en statistiques de Statistique Canada

- *Valeur des permis de bâtir, par province et territoire (mensuel)*
- *Valeur des permis de bâtir, par région métropolitaine de recensement (mensuel)*
- *Indicateurs économiques, par province et territoire (mensuel et trimestriel)*
- *Valeur des permis de construction, par province et territoire*
- *Valeur des permis de bâtir délivrés, selon le secteur de construction*

Tableaux statistiques

Tableau 1

Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2006		Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre	Septembre à août
	Février ^p	Janvier ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	5 227 977	5 048 167	3,6	-19,5	27,5	-4,7	2,3	-6,0
Terre-Neuve-et-Labrador	50 111	40 138	24,8	22,1	0,3	-16,3	-19,5	3,4
Île-du-Prince-Édouard	10 420	13 193	-21,0	-23,3	-18,8	40,4	-23,4	-53,6
Nouvelle-Écosse	97 599	95 438	2,3	-2,4	1,2	-21,1	1,8	23,8
Nouveau-Brunswick	63 355	96 345	-34,2	69,4	-5,2	-26,1	-15,9	-0,4
Québec	1 063 252	876 069	21,4	-2,9	3,5	-12,3	-4,6	7,8
Ontario	1 807 556	2 056 010	-12,1	-28,3	57,8	-4,7	0,8	-13,1
Manitoba	121 646	114 514	6,2	22,7	-26,2	60,7	-17,9	0,6
Saskatchewan	76 823	84 317	-8,9	-13,8	0,4	24,5	4,2	0,0
Alberta	1 086 734	904 082	20,2	-13,9	12,4	-2,4	21,9	-6,6
Colombie-Britannique	849 313	763 587	11,2	-27,3	24,4	-4,6	3,1	-7,2
Territoire du Yukon	968	3 971	-75,6	-44,4	-56,6	526,1	-77,7	171,4
Territoires du Nord-Ouest	200	503	-60,2	127,6	-87,8	-32,6	-23,0	0,5
Nunavut	0	0	...	-100,0	65,7	-86,1	42,8	-71,7

Tableau 2

Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2006		Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre	Septembre à août
	Février ^p	Janvier ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	1 836 547	1 605 413	14,4	-13,4	6,1	-6,7	1,1	-18,6
Terre-Neuve-et-Labrador	16 385	7 099	130,8	-5,4	11,5	-38,2	-24,0	-6,7
Île-du-Prince-Édouard	622	4 477	-86,1	68,7	-49,7	-16,6	-34,7	-71,4
Nouvelle-Écosse	24 593	19 047	29,1	-33,4	24,7	-62,1	17,4	66,7
Nouveau-Brunswick	24 703	53 229	-53,6	247,0	-33,1	-44,9	-16,2	-13,3
Québec	372 789	341 830	9,1	13,9	8,4	-5,2	1,9	-14,6
Ontario	674 712	610 500	10,5	-18,3	6,8	-5,4	-7,2	-27,0
Manitoba	53 545	37 317	43,5	14,6	-3,3	33,7	-16,3	-11,8
Saskatchewan	42 512	42 250	0,6	-30,7	24,1	16,5	-13,7	3,1
Alberta	339 491	250 605	35,5	-36,1	3,9	-12,5	34,9	-2,6
Colombie-Britannique	286 926	238 461	20,3	-10,0	11,5	6,8	-8,2	-18,2
Territoire du Yukon	69	187	-63,1	-93,1	-80,2	2 134,2	-77,0	3,2
Territoires du Nord-Ouest	200	411	-51,3	98,6	-88,2	81,6	-21,1	-14,4
Nunavut	0	0	...	...	...	-100,0	113,5	-81,6

Tableau 3

Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2006		Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre	Septembre à août
	Février ^p	Janvier ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	3 391 430	3 442 754	-1,5	-22,1	39,3	-3,6	3,0	3,1
Terre-Neuve-et-Labrador	33 726	33 039	2,1	30,2	-2,5	-7,9	-17,6	8,2
Île-du-Prince-Édouard	9 798	8 716	12,4	-40,1	-8,5	81,7	-12,4	17,6
Nouvelle-Écosse	73 006	76 391	-4,4	10,5	-6,1	19,1	-9,9	3,7
Nouveau-Brunswick	38 652	43 116	-10,4	3,8	12,2	-6,1	-15,6	18,3
Québec	690 463	534 239	29,2	-11,3	1,2	-15,2	-7,1	19,8
Ontario	1 132 844	1 445 510	-21,6	-31,8	89,9	-4,2	6,6	1,1
Manitoba	68 101	77 197	-11,8	27,0	-34,5	73,4	-18,7	7,5
Saskatchewan	34 311	42 067	-18,4	14,1	-23,7	33,8	37,4	-5,4
Alberta	747 243	653 477	14,3	-0,6	18,1	5,8	12,9	-9,2
Colombie-Britannique	562 387	525 126	7,1	-33,1	29,5	-8,4	7,6	-2,1
Territoire du Yukon	899	3 784	-76,2	-15,0	55,5	41,9	-77,8	415,6
Territoires du Nord-Ouest	0	92	-100,0	557,1	-74,1	-96,9	-24,0	11,0
Nunavut	0	0	...	-100,0	65,7	-83,1	33,2	-69,4

Tableau 4

Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel

	2006		Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre	Septembre à août
	Février ^p	Janvier ^r						
	unités		variation en pourcentage					
Canada	236 424	235 044	0,6	-32,7	58,3	-5,4	1,2	3,0
Terre-Neuve-et-Labrador	2 316	2 928	-20,9	63,8	-8,6	-7,4	-9,7	-6,2
Île-du-Prince-Édouard	1 020	912	11,8	-53,9	-1,2	142,0	0,0	-6,8
Nouvelle-Écosse	5 520	5 196	6,2	3,3	-14,7	10,8	-13,3	33,4
Nouveau-Brunswick	3 300	3 228	2,2	-32,1	39,9	-17,5	-23,1	32,3
Québec	53 940	45 012	19,8	-4,4	3,1	-22,6	3,4	15,4
Ontario	69 576	87 408	-20,4	-50,4	162,8	-9,0	-1,3	7,3
Manitoba	5 196	7 488	-30,6	65,5	-53,5	144,7	-28,0	19,5
Saskatchewan	2 904	3 060	-5,1	38,6	-41,2	16,8	24,7	-1,4
Alberta	59 652	49 200	21,2	-9,8	16,5	14,1	12,5	-11,8
Colombie-Britannique	33 000	30 180	9,3	-40,4	49,2	-14,2	2,5	-11,3
Territoire du Yukon	0	360	-100,0	-14,3	12,9	106,7	-78,3	762,5
Territoires du Nord-Ouest	0	72	-100,0	...	...	-100,0	-14,3	16,7
Nunavut	0	0	...	-100,0	0,0	-88,9	28,6	-83,3

Tableau 5

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés, 2006

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non-résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Canada									
Janvier ^r	11 538	8 049	19 587	3 442 754	200 274	977 558	427 581	1 605 413	5 048 167
Février ^p	10 563	9 139	19 702	3 391 430	272 913	1 067 475	496 159	1 836 547	5 227 977
Cumulatif janv. - févr. 2006	22 101	17 188	39 289	6 834 184	473 187	2 045 033	923 740	3 441 960	10 276 144
Cumulatif janv. - févr. 2005	19 778	18 560	38 338	6 171 829	386 959	1 936 127	687 471	3 010 557	9 182 386
Terre-Neuve-et-Labrador									
Janvier ^r	205	39	244	33 039	3	6 559	537	7 099	40 138
Février ^p	178	15	193	33 726	12	16 124	249	16 385	50 111
Cumulatif janv. - févr. 2006	383	54	437	66 765	15	22 683	786	23 484	90 249
Cumulatif janv. - févr. 2005	323	47	370	54 735	372	7 813	7 021	15 206	69 941
Île-du-Prince-Édouard									
Janvier ^r	44	32	76	8 716	252	1 784	2 441	4 477	13 193
Février ^p	79	6	85	9 798	33	589	0	622	10 420
Cumulatif janv. - févr. 2006	123	38	161	18 514	285	2 373	2 441	5 099	23 613
Cumulatif janv. - févr. 2005	128	2	130	21 205	800	12 249	918	13 967	35 172
Nouvelle-Écosse									
Janvier ^r	375	58	433	76 391	2 059	16 106	882	19 047	95 438
Février ^p	302	158	460	73 006	10 151	13 661	781	24 593	97 599
Cumulatif janv. - févr. 2006	677	216	893	149 397	12 210	29 767	1 663	43 640	193 037
Cumulatif janv. - févr. 2005	493	38	531	89 802	2 757	23 945	4 495	31 197	120 999
Nouveau-Brunswick									
Janvier ^r	254	15	269	43 116	910	21 964	30 355	53 229	96 345
Février ^p	255	20	275	38 652	787	10 114	13 802	24 703	63 355
Cumulatif janv. - févr. 2006	509	35	544	81 768	1 697	32 078	44 157	77 932	159 700
Cumulatif janv. - févr. 2005	494	56	550	69 124	1 426	10 730	8 419	20 575	89 699
Québec									
Janvier ^r	1 910	1 841	3 751	534 239	41 650	194 196	105 984	341 830	876 069
Février ^p	1 787	2 708	4 495	690 463	49 106	158 760	164 923	372 789	1 063 252
Cumulatif janv. - févr. 2006	3 697	4 549	8 246	1 224 702	90 756	352 956	270 907	714 619	1 939 321
Cumulatif janv. - févr. 2005	4 134	5 089	9 223	1 294 606	52 985	331 130	99 787	483 902	1 778 508
Ontario									
Janvier ^r	3 751	3 533	7 284	1 445 510	119 845	325 747	164 908	610 500	2 056 010
Février ^p	3 113	2 685	5 798	1 132 844	122 660	387 721	164 331	674 712	1 807 556
Cumulatif janv. - févr. 2006	6 864	6 218	13 082	2 578 354	242 505	713 468	329 239	1 285 212	3 863 566
Cumulatif janv. - févr. 2005	6 834	7 214	14 048	2 562 899	197 073	756 626	408 185	1 361 884	3 924 783
Manitoba									
Janvier ^r	334	290	624	77 197	630	28 799	7 888	37 317	114 514
Février ^p	314	119	433	68 101	1 502	38 057	13 986	53 545	121 646
Cumulatif janv. - févr. 2006	648	409	1 057	145 298	2 132	66 856	21 874	90 862	236 160
Cumulatif janv. - févr. 2005	586	21	607	93 906	2 532	47 287	4 967	54 786	148 692
Saskatchewan									
Janvier ^r	243	12	255	42 067	2 435	15 073	24 742	42 250	84 317
Février ^p	199	43	242	34 311	1 924	37 224	3 364	42 512	76 823
Cumulatif janv. - févr. 2006	442	55	497	76 378	4 359	52 297	28 106	84 762	161 140
Cumulatif janv. - févr. 2005	316	150	466	56 860	4 726	38 957	10 987	54 670	111 530
Alberta									
Janvier ^r	3 043	1 057	4 100	653 477	17 362	216 469	16 774	250 605	904 082
Février ^p	2 989	1 982	4 971	747 243	58 339	227 375	53 777	339 491	1 086 734
Cumulatif janv. - févr. 2006	6 032	3 039	9 071	1 400 720	75 701	443 844	70 551	590 096	1 990 816
Cumulatif janv. - févr. 2005	4 218	2 525	6 743	909 675	88 731	391 996	52 161	532 888	1 442 563

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 5 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2006

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non-résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Colombie-Britannique									
Janvier ^r	1 344	1 171	2 515	525 126	14 958	150 707	72 796	238 461	763 587
Février ^p	1 347	1 403	2 750	562 387	28 399	177 631	80 896	286 926	849 313
Cumulatif janv. - févr. 2006	2 691	2 574	5 265	1 087 513	43 357	328 338	153 692	525 387	1 612 900
Cumulatif janv. - févr. 2005	2 205	3 418	5 623	1 011 443	35 351	313 064	90 501	438 916	1 450 359
Territoire du Yukon									
Janvier ^r	29	1	30	3 784	20	29	138	187	3 971
Février ^p	0	0	0	899	0	19	50	69	968
Cumulatif janv. - févr. 2006	29	1	30	4 683	20	48	188	256	4 939
Cumulatif janv. - févr. 2005	21	0	21	5 991	196	508	30	734	6 725
Territoires du Nord-Ouest									
Janvier ^r	6	0	6	92	150	125	136	411	503
Février ^p	0	0	0	0	0	200	0	200	200
Cumulatif janv. - févr. 2006	6	0	6	92	150	325	136	611	703
Cumulatif janv. - févr. 2005	26	0	26	1 580	10	1 420	0	1 430	3 010
Nunavut									
Janvier ^r	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Février ^p	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. - févr. 2006	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. - févr. 2005	0	0	0	3	0	402	0	402	405

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2006

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non-résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Abbotsford, Colombie-Britannique									
Janvier r	33	227	260	23 257	3 771	133	335	4 239	27 496
Février p	32	26	58	7 945	9 144	0	0	9 144	17 089
Cumulatif janv. - févr. 2006	65	253	318	31 202	12 915	133	335	13 383	44 585
Cumulatif janv. - févr. 2005	66	44	110	16 208	7 377	7 982	1 141	16 500	32 708
Calgary, Alberta									
Janvier r	1 085	238	1 323	232 546	1 521	83 676	3 504	88 701	321 247
Février p	1 192	806	1 998	304 233	6 541	72 272	39 758	118 571	422 804
Cumulatif janv. - févr. 2006	2 277	1 044	3 321	536 779	8 062	155 948	43 262	207 272	744 051
Cumulatif janv. - févr. 2005	1 483	590	2 073	335 879	23 641	122 398	15 302	161 341	497 220
Edmonton, Alberta									
Janvier r	794	591	1 385	212 567	7 152	50 868	2 272	60 292	272 859
Février p	839	299	1 138	191 649	10 592	58 968	13 125	82 685	274 334
Cumulatif janv. - févr. 2006	1 633	890	2 523	404 216	17 744	109 836	15 397	142 977	547 193
Cumulatif janv. - févr. 2005	1 273	1 424	2 697	288 441	23 511	71 060	24 138	118 709	407 150
Greater Sudbury / Grand Sudbury, Ontario									
Janvier r	11	0	11	2 913	237	524	1 070	1 831	4 744
Février p	27	0	27	4 339	8	1 246	53	1 307	5 646
Cumulatif janv. - févr. 2006	38	0	38	7 252	245	1 770	1 123	3 138	10 390
Cumulatif janv. - févr. 2005	13	0	13	5 367	394	13 309	7 082	20 785	26 152
Halifax, Nouvelle-Écosse									
Janvier r	107	13	120	22 684	424	10 898	413	11 735	34 419
Février p	101	140	241	36 932	8 544	10 927	775	20 246	57 178
Cumulatif janv. - févr. 2006	208	153	361	59 616	8 968	21 825	1 188	31 981	91 597
Cumulatif janv. - févr. 2005	191	24	215	40 128	1 140	16 486	267	17 893	58 021
Hamilton, Ontario									
Janvier r	125	117	242	50 111	3 454	21 804	26 173	51 431	101 542
Février p	147	114	261	50 185	7 342	13 297	2 557	23 196	73 381
Cumulatif janv. - févr. 2006	272	231	503	100 296	10 796	35 101	28 730	74 627	174 923
Cumulatif janv. - févr. 2005	333	479	812	127 765	1 677	19 243	17 682	38 602	166 367
Kingston, Ontario									
Janvier r	11	16	27	3 714	101	4 117	101	4 319	8 033
Février p	20	6	26	4 579	363	4 098	367	4 828	9 407
Cumulatif janv. - févr. 2006	31	22	53	8 293	464	8 215	468	9 147	17 440
Cumulatif janv. - févr. 2005	41	3	44	7 590	181	9 584	3 262	13 027	20 617
Kitchener, Ontario									
Janvier r	155	191	346	56 736	1 559	29 887	542	31 988	88 724
Février p	173	75	248	45 961	3 009	20 058	4 654	27 721	73 682
Cumulatif janv. - févr. 2006	328	266	594	102 697	4 568	49 945	5 196	59 709	162 406
Cumulatif janv. - févr. 2005	295	173	468	79 094	3 804	38 660	2 622	45 086	124 180
London, Ontario									
Janvier r	199	453	652	83 258	127	23 176	2 042	25 345	108 603
Février p	165	96	261	43 408	834	9 626	19 108	29 568	72 976
Cumulatif janv. - févr. 2006	364	549	913	126 666	961	32 802	21 150	54 913	181 579
Cumulatif janv. - févr. 2005	309	289	598	84 193	10 356	33 834	8 547	52 737	136 930
Montréal, Québec									
Janvier r	840	838	1 678	245 446	26 169	126 543	65 101	217 813	463 259
Février p	638	1 407	2 045	339 113	26 299	66 090	114 415	206 804	545 917
Cumulatif janv. - févr. 2006	1 478	2 245	3 723	584 559	52 468	192 633	179 516	424 617	1 009 176
Cumulatif janv. - févr. 2005	1 731	3 446	5 177	696 808	33 337	207 892	33 841	275 070	971 878

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2006

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non-résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Oshawa, Ontario									
Janvier r	171	56	227	63 409	370	3 144	18	3 532	66 941
Février p	192	339	531	78 297	1 275	3 603	16 709	21 587	99 884
Cumulatif janv. - févr. 2006	363	395	758	141 706	1 645	6 747	16 727	25 119	166 825
Cumulatif janv. - févr. 2005	267	186	453	84 831	15 868	25 686	9 980	51 534	136 365
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec									
Janvier r	133	169	302	52 436	1 294	39 881	12 324	53 499	105 935
Février p	170	160	330	55 047	419	27 464	4 128	32 011	87 058
Cumulatif janv. - févr. 2006	303	329	632	107 483	1 713	67 345	16 452	85 510	192 993
Cumulatif janv. - févr. 2005	307	310	617	99 487	5 513	69 508	131 320	206 341	305 828
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec									
Janvier r	85	513	598	46 198	0	3 374	7 582	10 956	57 154
Février p	74	65	139	20 830	0	2 818	3 644	6 462	27 292
Cumulatif janv. - févr. 2006	159	578	737	67 028	0	6 192	11 226	17 418	84 446
Cumulatif janv. - févr. 2005	190	86	276	41 168	1 352	6 656	1 731	9 739	50 907
Québec, Québec									
Janvier r	194	109	303	38 616	6 377	15 220	7 631	29 228	67 844
Février p	200	308	508	65 319	2 315	38 809	24 773	65 897	131 216
Cumulatif janv. - févr. 2006	394	417	811	103 935	8 692	54 029	32 404	95 125	199 060
Cumulatif janv. - févr. 2005	515	392	907	122 315	887	27 648	11 574	40 109	162 424
Regina, Saskatchewan									
Janvier r	100	6	106	16 536	380	1 996	7 133	9 509	26 045
Février p	67	0	67	11 712	483	11 520	2 233	14 236	25 948
Cumulatif janv. - févr. 2006	167	6	173	28 248	863	13 516	9 366	23 745	51 993
Cumulatif janv. - févr. 2005	72	43	115	15 980	2 728	20 181	7 314	30 223	46 203
Saguenay, Québec									
Janvier r	11	14	25	2 460	115	318	2 179	2 612	5 072
Février p	8	26	34	4 161	234	1 434	486	2 154	6 315
Cumulatif janv. - févr. 2006	19	40	59	6 621	349	1 752	2 665	4 766	11 387
Cumulatif janv. - févr. 2005	10	57	67	6 920	488	291	2 412	3 191	10 111
Saint John, Nouveau-Brunswick									
Janvier r	70	8	78	14 307	201	2 593	0	2 794	17 101
Février p	41	1	42	6 724	0	2 241	3 530	5 771	12 495
Cumulatif janv. - févr. 2006	111	9	120	21 031	201	4 834	3 530	8 565	29 596
Cumulatif janv. - févr. 2005	104	26	130	15 638	103	3 069	60	3 232	18 870
Saskatoon, Saskatchewan									
Janvier r	91	3	94	12 602	1 245	10 340	12 396	23 981	36 583
Février p	81	43	124	16 194	1 379	16 394	27	17 800	33 994
Cumulatif janv. - févr. 2006	172	46	218	28 796	2 624	26 734	12 423	41 781	70 577
Cumulatif janv. - févr. 2005	148	86	234	26 570	1 525	7 092	2 932	11 549	38 119
Sherbrooke, Québec									
Janvier r	53	7	60	8 617	1 500	335	165	2 000	10 617
Février p	71	447	518	52 679	27	5 925	813	6 765	59 444
Cumulatif janv. - févr. 2006	124	454	578	61 296	1 527	6 260	978	8 765	70 061
Cumulatif janv. - févr. 2005	97	104	201	23 349	1 006	6 514	1 029	8 549	31 898
St. Catharines-Niagara, Ontario									
Janvier r	59	49	108	21 887	430	9 411	332	10 173	32 060
Février p	65	19	84	16 143	97	10 841	1 749	12 687	28 830
Cumulatif janv. - févr. 2006	124	68	192	38 030	527	20 252	2 081	22 860	60 890
Cumulatif janv. - févr. 2005	141	93	234	39 949	751	15 146	12 093	27 990	67 939

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2006

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non-résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador									
Janvier ^r	146	37	183	24 717	0	5 529	477	6 006	30 723
Février ^p	131	15	146	23 982	6	14 933	80	15 019	39 001
Cumulatif janv. - févr. 2006	277	52	329	48 699	6	20 462	557	21 025	69 724
Cumulatif janv. - févr. 2005	187	47	234	35 734	203	6 209	3 715	10 127	45 861
Thunder Bay, Ontario									
Janvier ^r	8	3	11	2 402	1 860	2 116	373	4 349	6 751
Février ^p	6	0	6	1 299	3 448	4 241	2 337	10 026	11 325
Cumulatif janv. - févr. 2006	14	3	17	3 701	5 308	6 357	2 710	14 375	18 076
Cumulatif janv. - févr. 2005	0	16	16	1 329	5 003	10 978	17 056	33 037	34 366
Toronto, Ontario									
Janvier ^r	1 362	2 042	3 404	678 494	56 828	127 281	30 679	214 788	893 282
Février ^p	1 058	1 634	2 692	580 358	37 437	185 645	41 238	264 320	844 678
Cumulatif janv. - févr. 2006	2 420	3 676	6 096	1 258 852	94 265	312 926	71 917	479 108	1 737 960
Cumulatif janv. - févr. 2005	2 316	4 783	7 099	1 307 469	93 655	363 381	130 312	587 348	1 894 817
Trois-Rivières, Québec									
Janvier ^r	23	78	101	12 139	259	2 348	8 794	11 401	23 540
Février ^p	18	64	82	7 988	1 400	11 401	1 298	14 099	22 087
Cumulatif janv. - févr. 2006	41	142	183	20 127	1 659	13 749	10 092	25 500	45 627
Cumulatif janv. - févr. 2005	30	43	73	9 298	1 094	10 678	2 048	13 820	23 118
Vancouver, Colombie-Britannique									
Janvier ^r	497	675	1 172	259 095	4 723	97 549	53 670	155 942	415 037
Février ^p	541	874	1 415	274 714	9 839	93 997	57 537	161 373	436 087
Cumulatif janv. - févr. 2006	1 038	1 549	2 587	533 809	14 562	191 546	111 207	317 315	851 124
Cumulatif janv. - févr. 2005	773	1 806	2 579	450 292	12 664	205 201	40 889	258 754	709 046
Victoria, Colombie-Britannique									
Janvier ^r	120	38	158	38 193	227	12 385	2 190	14 802	52 995
Février ^p	92	215	307	55 758	807	4 059	2 895	7 761	63 519
Cumulatif janv. - févr. 2006	212	253	465	93 951	1 034	16 444	5 085	22 563	116 514
Cumulatif janv. - févr. 2005	193	254	447	85 381	4 918	10 704	6 699	22 321	107 702
Windsor, Ontario									
Janvier ^r	70	165	235	59 589	969	1 596	47 431	49 996	109 585
Février ^p	54	4	58	13 379	890	3 348	349	4 587	17 966
Cumulatif janv. - févr. 2006	124	169	293	72 968	1 859	4 944	47 780	54 583	127 551
Cumulatif janv. - févr. 2005	197	96	293	46 130	2 932	9 882	9 933	22 747	68 877
Winnipeg, Manitoba									
Janvier ^r	192	282	474	53 679	113	26 710	7 848	34 671	88 350
Février ^p	139	83	222	36 288	821	16 215	13 827	30 863	67 151
Cumulatif janv. - févr. 2006	331	365	696	89 967	934	42 925	21 675	65 534	155 501
Cumulatif janv. - févr. 2005	334	13	347	52 931	326	30 828	2 979	34 133	87 064

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 7

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2006

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
Nombre d'unités de logement							
Canada							
Janvier ^r	6 885	17	751	1 455	3 191	429	12 728
Février ^p	7 280	16	565	1 249	4 446	268	13 824
Cumulatif janv. - févr. 2006	14 165	33	1 316	2 704	7 637	697	26 552
Cumulatif janv. - févr. 2005	12 386	32	1 502	2 957	8 572	702	26 151
Terre-Neuve-et-Labrador							
Janvier ^r	51	0	16	4	4	2	77
Février ^p	37	0	2	0	2	0	41
Cumulatif janv. - févr. 2006	88	0	18	4	6	2	118
Cumulatif janv. - févr. 2005	64	0	16	0	8	1	89
Île-du-Prince-Édouard							
Janvier ^r	10	0	0	0	32	0	42
Février ^p	21	1	6	0	0	0	28
Cumulatif janv. - févr. 2006	31	1	6	0	32	0	70
Cumulatif janv. - févr. 2005	32	2	0	0	2	0	36
Nouvelle-Écosse							
Janvier ^r	124	2	4	6	42	6	184
Février ^p	119	2	8	4	139	7	279
Cumulatif janv. - févr. 2006	243	4	12	10	181	13	463
Cumulatif janv. - févr. 2005	194	2	0	10	22	6	234
Nouveau-Brunswick							
Janvier ^r	54	1	0	1	4	10	70
Février ^p	55	2	2	4	2	12	77
Cumulatif janv. - févr. 2006	109	3	2	5	6	22	147
Cumulatif janv. - févr. 2005	110	4	2	0	52	2	170
Québec							
Janvier ^r	764	5	74	190	546	211	1 790
Février ^p	1 602	4	114	289	1 348	124	3 481
Cumulatif janv. - févr. 2006	2 366	9	188	479	1 894	335	5 271
Cumulatif janv. - févr. 2005	2 799	12	422	137	2 410	311	6 091
Ontario							
Janvier ^r	2 458	6	373	715	1 380	172	5 104
Février ^p	1 799	7	161	480	1 382	106	3 935
Cumulatif janv. - févr. 2006	4 257	13	534	1 195	2 762	278	9 039
Cumulatif janv. - févr. 2005	4 053	8	642	1 689	2 950	299	9 641
Manitoba							
Janvier ^r	171	0	12	0	278	0	461
Février ^p	175	0	0	2	117	0	294
Cumulatif janv. - févr. 2006	346	0	12	2	395	0	755
Cumulatif janv. - févr. 2005	320	0	1	9	11	0	341
Saskatchewan							
Janvier ^r	100	0	8	0	4	0	112
Février ^p	119	0	8	0	33	2	162
Cumulatif janv. - févr. 2006	219	0	16	0	37	2	274
Cumulatif janv. - févr. 2005	141	2	2	23	123	2	293
Alberta							
Janvier ^r	2 176	1	238	158	315	3	2 891
Février ^p	2 266	0	224	248	724	0	3 462
Cumulatif janv. - févr. 2006	4 442	1	462	406	1 039	3	6 353
Cumulatif janv. - févr. 2005	3 055	2	341	414	951	14	4 777
Colombie-Britannique							
Janvier ^r	973	2	26	381	586	24	1 992
Février ^p	1 087	0	40	222	699	17	2 065
Cumulatif janv. - févr. 2006	2 060	2	66	603	1 285	41	4 057
Cumulatif janv. - févr. 2005	1 606	0	76	675	2 043	67	4 467

Tableau 7 – suite

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2006

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
	Nombre d'unités de logement						
Territoire du Yukon							
Janvier ^r	3	0	0	0	0	1	4
Février ^p	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. - févr. 2006	3	0	0	0	0	1	4
Cumulatif janv. - févr. 2005	3	0	0	0	0	0	3
Territoires du Nord-Ouest							
Janvier ^r	1	0	0	0	0	0	1
Février ^p	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. - févr. 2006	1	0	0	0	0	0	1
Cumulatif janv. - févr. 2005	9	0	0	0	0	0	9
Nunavut							
Janvier ^r	0	0	0	0	0	0	0
Février ^p	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. - févr. 2006	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. - févr. 2005	0	0	0	0	0	0	0

Tableau 8

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2006

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doublets	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
	Nombre d'unités de logement						
Abbotsford, Colombie-Britannique	28	0	0	4	12	0	44
Calgary, Alberta	977	0	112	129	383	0	1 601
Edmonton, Alberta	688	0	94	37	100	0	919
Greater Sudbury / Grand Sudbury, Ontario	17	1	0	0	0	0	18
Halifax, Nouvelle-Écosse	47	1	0	0	139	1	188
Hamilton, Ontario	98	0	24	31	1	36	190
Kingston, Ontario	12	1	0	5	0	0	18
Kitchener, Ontario	115	0	12	46	0	3	176
London, Ontario	110	0	16	58	2	2	188
Montréal, Québec	685	0	43	207	660	65	1 660
Oshawa, Ontario	128	0	12	46	216	0	402
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	193	0	32	98	40	4	367
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	113	0	30	63	35	1	242
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	80	0	2	35	5	3	125
Québec, Québec	212	0	40	12	147	17	428
Regina, Saskatchewan	48	0	0	0	0	0	48
Saguenay, Québec	9	0	0	0	16	2	27
Saint John, Nouveau-Brunswick	13	0	0	0	0	1	14
Saskatoon, Saskatchewan	58	0	8	0	33	2	101
Sherbrooke, Québec	77	0	4	0	303	2	386
St. Catharines-Niagara, Ontario	43	0	3	12	0	0	58
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	33	0	2	0	2	0	37
Thunder Bay, Ontario	4	0	0	0	0	0	4
Toronto, Ontario	704	0	36	138	1 107	40	2 025
Trois-Rivières, Québec	19	0	0	0	40	4	63
Vancouver, Colombie-Britannique	469	0	16	149	364	12	1 010
Victoria, Colombie-Britannique	80	0	8	0	123	2	213
Windsor, Ontario	36	0	2	0	0	1	39
Winnipeg, Manitoba	97	0	0	2	81	0	180

Tableau 9

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier - février 2006

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doublets	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
Nombre d'unités de logement							
Abbotsford, Colombie-Britannique	56	0	0	4	202	0	262
Calgary, Alberta	1 889	0	204	170	413	0	2 676
Edmonton, Alberta	1 355	0	206	109	320	1	1 991
Greater Sudbury / Grand Sudbury, Ontario	26	1	0	0	0	0	27
Halifax, Nouvelle-Écosse	104	1	0	6	141	6	258
Hamilton, Ontario	201	0	52	91	1	36	381
Kingston, Ontario	21	1	0	10	0	7	39
Kitchener, Ontario	243	0	20	107	68	9	447
London, Ontario	274	0	18	90	218	92	692
Montréal, Québec	1 079	0	85	251	907	217	2 539
Oshawa, Ontario	269	0	54	46	216	0	585
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	342	1	54	245	290	9	941
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	223	0	52	115	86	3	479
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	119	1	2	130	204	6	462
Québec, Québec	303	0	54	17	181	27	582
Regina, Saskatchewan	95	0	6	0	0	0	101
Saguenay, Québec	13	1	2	0	16	8	40
Saint John, Nouveau-Brunswick	30	0	0	1	4	4	39
Saskatoon, Saskatchewan	101	0	10	0	34	2	147
Sherbrooke, Québec	102	0	6	0	303	4	415
St. Catharines-Niagara, Ontario	92	0	9	36	0	7	144
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	79	0	18	4	6	0	107
Thunder Bay, Ontario	11	0	0	0	0	2	13
Toronto, Ontario	1 828	0	272	539	1 980	62	4 681
Trois-Rivières, Québec	30	0	0	38	40	11	119
Vancouver, Colombie-Britannique	891	0	26	465	584	30	1 996
Victoria, Colombie-Britannique	182	0	8	0	151	6	347
Windsor, Ontario	94	0	4	4	118	1	221
Winnipeg, Manitoba	227	0	12	2	351	0	592

Tableau 10

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2006

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non-résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Canada					
Janvier ^r	2 174 203	183 138	704 243	350 512	3 412 096
Février ^p	2 317 447	230 073	761 886	399 522	3 708 928
Cumulatif janv. - févr. 2006	4 491 650	413 211	1 466 129	750 034	7 121 024
Cumulatif janv. - févr. 2005	3 982 994	368 060	1 372 790	606 769	6 330 613
Terre-Neuve-et-Labrador					
Janvier ^r	10 366	3	3 861	537	14 767
Février ^p	7 556	12	7 216	249	15 033
Cumulatif janv. - févr. 2006	17 922	15	11 077	786	29 800
Cumulatif janv. - févr. 2005	13 508	372	4 459	7 021	25 360
Île-du-Prince-Édouard					
Janvier ^r	3 587	252	1 784	2 441	8 064
Février ^p	3 268	33	589	0	3 890
Cumulatif janv. - févr. 2006	6 855	285	2 373	2 441	11 954
Cumulatif janv. - févr. 2005	5 877	800	12 249	918	19 844
Nouvelle-Écosse					
Janvier ^r	32 770	2 059	16 106	882	51 817
Février ^p	39 855	10 151	13 661	781	64 448
Cumulatif janv. - févr. 2006	72 625	12 210	29 767	1 663	116 265
Cumulatif janv. - févr. 2005	39 464	2 757	23 945	4 495	70 661
Nouveau-Brunswick					
Janvier ^r	9 187	910	21 964	30 355	62 416
Février ^p	9 422	787	10 114	13 802	34 125
Cumulatif janv. - févr. 2006	18 609	1 697	32 078	44 157	96 541
Cumulatif janv. - févr. 2005	16 405	1 426	10 730	8 419	36 980
Québec					
Janvier ^r	258 627	41 650	145 827	33 647	479 751
Février ^p	509 445	49 106	111 861	125 125	795 537
Cumulatif janv. - févr. 2006	768 072	90 756	257 688	158 772	1 275 288
Cumulatif janv. - févr. 2005	844 473	52 985	227 404	54 748	1 179 610
Ontario					
Janvier ^r	944 699	102 709	210 032	160 176	1 417 616
Février ^p	731 146	79 820	286 893	107 492	1 205 351
Cumulatif janv. - févr. 2006	1 675 845	182 529	496 925	267 668	2 622 967
Cumulatif janv. - févr. 2005	1 588 781	178 174	530 724	372 522	2 670 201
Manitoba					
Janvier ^r	50 331	630	18 442	7 888	77 291
Février ^p	43 729	1 502	24 408	13 986	83 625
Cumulatif janv. - févr. 2006	94 060	2 132	42 850	21 874	160 916
Cumulatif janv. - févr. 2005	49 892	2 532	32 357	4 967	89 748
Saskatchewan					
Janvier ^r	17 623	2 435	14 447	24 742	59 247
Février ^p	21 752	1 924	22 022	3 364	49 062
Cumulatif janv. - févr. 2006	39 375	4 359	36 469	28 106	108 309
Cumulatif janv. - févr. 2005	33 211	4 726	34 630	10 987	83 554
Alberta					
Janvier ^r	456 109	17 362	156 401	16 774	646 646
Février ^p	520 556	58 339	164 856	53 777	797 528
Cumulatif janv. - févr. 2006	976 665	75 701	321 257	70 551	1 444 174
Cumulatif janv. - févr. 2005	619 771	88 731	277 381	52 161	1 038 044
Colombie-Britannique					
Janvier ^r	390 238	14 958	115 225	72 796	593 217
Février ^p	430 560	28 399	120 047	80 896	659 902
Cumulatif janv. - févr. 2006	820 798	43 357	235 272	153 692	1 253 119
Cumulatif janv. - févr. 2005	769 051	35 351	216 581	90 501	1 111 484

Tableau 10 – suite

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2006

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non-résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Territoire du Yukon					
Janvier ^r	574	20	29	138	761
Février ^p	158	0	19	50	227
Cumulatif janv. - févr. 2006	732	20	48	188	988
Cumulatif janv. - févr. 2005	978	196	508	30	1 712
Territoires du Nord-Ouest					
Janvier ^r	92	150	125	136	503
Février ^p	0	0	200	0	200
Cumulatif janv. - févr. 2006	92	150	325	136	703
Cumulatif janv. - févr. 2005	1 580	10	1 420	0	3 010
Nunavut					
Janvier ^r	0	0	0	0	0
Février ^p	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. - févr. 2006	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. - févr. 2005	3	0	402	0	405

Tableau 11

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2006

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non-résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Abbotsford, Colombie-Britannique	6 444	9 144	0	0	15 588
Calgary, Alberta	235 358	6 541	55 049	39 758	336 706
Edmonton, Alberta	150 353	10 592	44 915	13 125	218 985
Greater Sudbury / Grand Sudbury, Ontario	2 693	7	943	48	3 691
Halifax, Nouvelle-Écosse	26 093	8 544	10 927	775	46 339
Hamilton, Ontario	33 512	6 657	10 061	2 311	52 541
Kingston, Ontario	2 945	329	3 101	332	6 707
Kitchener, Ontario	30 330	2 728	15 177	4 206	52 441
London, Ontario	28 876	756	7 284	17 268	54 184
Montréal, Québec	268 504	26 299	48 570	88 232	431 605
Oshawa, Ontario	56 069	1 156	2 726	15 100	75 051
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	54 732	380	22 852	6 540	84 504
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	37 465	380	20 781	3 730	62 356
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	17 267	0	2 071	2 810	22 148
Québec, Québec	52 645	2 315	28 521	19 104	102 585
Regina, Saskatchewan	7 568	483	6 586	2 233	16 870
Saguenay, Québec	3 244	234	1 054	375	4 907
Saint John, Nouveau-Brunswick	2 142	0	2 241	3 530	7 913
Saskatoon, Saskatchewan	11 864	1 379	9 373	27	22 643
Sherbrooke, Québec	37 931	27	4 354	627	42 939
St. Catharines-Niagara, Ontario	10 485	88	8 203	1 581	20 357
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	6 696	6	6 025	80	12 807
Thunder Bay, Ontario	811	3 126	3 209	2 112	9 258
Toronto, Ontario	411 307	33 945	140 471	37 266	622 989
Trois-Rivières, Québec	6 220	1 400	8 379	1 001	17 000
Vancouver, Colombie-Britannique	220 729	9 839	72 349	57 537	360 454
Victoria, Colombie-Britannique	44 207	807	3 124	2 895	51 033
Windsor, Ontario	8 337	807	2 533	315	11 992
Winnipeg, Manitoba	27 987	821	13 601	13 827	56 236

Tableau 12

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier - février 2006

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non-résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
	milliers de dollars				
Abbotsford, Colombie-Britannique	27 013	12 915	107	335	40 370
Calgary, Alberta	417 947	8 062	121 525	43 262	590 796
Edmonton, Alberta	312 026	17 744	85 327	15 397	430 494
Greater Sudbury / Grand Sudbury, Ontario	4 892	288	1 286	1 014	7 480
Halifax, Nouvelle-Écosse	39 237	8 968	21 825	1 188	71 218
Hamilton, Ontario	70 868	10 747	24 340	25 943	131 898
Kingston, Ontario	5 728	449	5 797	423	12 397
Kitchener, Ontario	72 588	4 574	34 749	4 695	116 606
London, Ontario	90 366	906	22 461	19 112	132 845
Montréal, Québec	409 765	52 468	154 109	107 947	724 289
Oshawa, Ontario	103 793	1 594	4 785	15 116	125 288
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	123 360	1 913	51 783	19 963	197 019
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	76 601	1 913	46 898	14 857	140 269
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	46 759	0	4 885	5 106	56 750
Québec, Québec	74 697	8 692	41 215	21 415	146 019
Regina, Saskatchewan	16 217	863	8 544	9 366	34 990
Saguenay, Québec	4 619	349	1 319	1 035	7 322
Saint John, Nouveau-Brunswick	5 735	201	4 834	3 530	14 300
Saskatoon, Saskatchewan	18 584	2 624	19 516	12 423	53 147
Sherbrooke, Québec	42 576	1 527	4 633	677	49 413
St. Catharines-Niagara, Ontario	26 806	597	14 366	1 881	43 650
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	16 297	6	8 856	557	25 716
Thunder Bay, Ontario	2 630	5 329	4 595	2 449	15 003
Toronto, Ontario	915 136	101 244	223 823	64 966	1 305 169
Trois-Rivières, Québec	13 807	1 659	10 337	3 664	29 467
Vancouver, Colombie-Britannique	439 251	14 562	151 040	111 207	716 060
Victoria, Colombie-Britannique	75 992	1 034	13 115	5 085	95 226
Windsor, Ontario	51 999	1 955	3 578	43 141	100 673
Winnipeg, Manitoba	71 374	934	30 866	21 675	124 849

Tableau 13

Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, février 2006

	Canada	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario
milliers de dollars							
Non résidentiel, total	1 391 481	7 477	622	24 593	24 703	286 092	474 205
Industriel	230 073	12	33	10 151	787	49 106	79 820
Usines, fabriques	125 251	0	0	976	0	33 929	47 167
Transports, services	50 014	0	0	8 528	0	6 923	9 668
Mines et agriculture	18 414	0	0	250	420	1 208	6 614
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	36 394	12	33	397	367	7 046	16 371
Commercial	761 886	7 216	589	13 661	10 114	111 861	286 893
Commerces et services	209 453	3 003	0	1 830	0	37 517	72 324
Entrepôts	81 699	275	0	5 337	500	4 880	35 246
Postes d'essence	5 345	0	0	0	600	0	2 150
Édifices à bureaux	178 195	300	0	1 386	2 270	25 801	79 256
Loisirs	80 852	782	0	284	4 509	9 297	35 580
Hôtels, restaurants	57 219	800	0	500	0	8 058	14 386
Laboratoires	11 750	0	0	0	0	0	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	137 373	2 056	589	4 324	2 235	26 308	47 951
Institutionnel et gouvernemental	399 522	249	0	781	13 802	125 125	107 492
Écoles, éducation	245 513	0	0	735	12 593	70 934	87 486
Hôpitaux, médical	47 370	0	0	0	0	18 775	6 595
Bien-être, foyers	58 019	0	0	0	335	15 354	1 189
Églises, religion	8 412	0	0	0	550	2 712	2 257
Bureaux gouvernementaux	21 574	0	0	0	0	12 708	2 683
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	18 634	249	0	46	324	4 642	7 282
	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie- Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut
milliers de dollars							
Non résidentiel, total	39 896	27 310	276 972	229 342	69	200	0
Industriel	1 502	1 924	58 339	28 399	0	0	0
Usines, fabriques	400	807	32 641	9 331	0	0	0
Transports, services	0	0	20 628	4 267	0	0	0
Mines et agriculture	0	0	250	9 672	0	0	0
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	1 102	1 117	4 820	5 129	0	0	0
Commercial	24 408	22 022	164 856	120 047	19	200	0
Commerces et services	10 849	8 425	29 511	45 994	0	0	0
Entrepôts	600	1 900	19 850	13 111	0	0	0
Postes d'essence	0	800	765	1 030	0	0	0
Édifices à bureaux	7 330	6 367	47 004	8 481	0	0	0
Loisirs	0	281	12 045	18 074	0	0	0
Hôtels, restaurants	1 600	0	23 024	8 851	0	0	0
Laboratoires	0	2 000	9 750	0	0	0	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	4 029	2 249	22 907	24 506	19	200	0
Institutionnel et gouvernemental	13 986	3 364	53 777	80 896	50	0	0
Écoles, éducation	1 783	0	23 448	48 534	0	0	0
Hôpitaux, médical	6 216	840	9 340	5 604	0	0	0
Bien-être, foyers	3 390	0	18 151	19 600	0	0	0
Églises, religion	298	695	0	1 900	0	0	0
Bureaux gouvernementaux	994	975	1 468	2 746	0	0	0
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	1 305	854	1 370	2 512	50	0	0

1. Réfère aux projets dont la valeur est inférieure à \$250,000 pour lesquels la ventilation par genre de bâtiment n'est pas disponible.

Description - Enquête mensuelle sur les permis de bâtir

Les renseignements qui suivent devraient être utilisés pour s'assurer de bien comprendre les concepts fondamentaux sur lesquels s'appuie la définition des données présentées ici, les méthodes qui sous-tendent l'enquête et les principaux aspects de la qualité des données. Ces renseignements vous aideront à mieux comprendre les points forts et les limites des données et la façon de bien les utiliser et les analyser. Ils pourraient être particulièrement importants lors de la comparaison des données à celles provenant d'autres enquêtes ou d'autres sources, ainsi que lors de leur analyse afin de tirer des conclusions quant à leur évolution au fil du temps.

Sources de données et méthodologie

L'enquête mensuelle sur les permis de bâtir menée auprès des municipalités canadiennes vise à recueillir des informations sur les intentions de construction. Les résultats de cette enquête servent d'une part de base de référence à la S.C.H.L. (Société canadienne d'hypothèques et du logement) dont l'un des mandats est d'effectuer le relevé mensuel du nombre de logements mis en chantier et parachevés. D'autre part, la statistique sur les permis de bâtir constitue un élément essentiel dans le calcul des dépenses d'immobilisation. De plus l'émission du permis de bâtir étant l'une des premières étapes du processus de construction, cette statistique est grandement utilisée comme indicateur avancé de cette activité.

Méthodologie générale : L'enquête sur les permis de bâtir couvre 2 380 municipalités en provenance de toutes les provinces et territoires et regroupant 95% de la population canadienne. Elles ne font pas l'objet d'un échantillon prédéterminé et la participation à cette enquête est obligatoire. Les collectivités représentant les autres 5% de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total. En pratique, toutes les agglomérations urbaines y sont représentées ainsi qu'un bon pourcentage des municipalités rurales. Sauf exception, l'enquête couvre au minimum les municipalités déjà incluses dans l'enquête « Logements mis en chantier et parachevés ». Sur une base régulière les municipalités non-répondantes et émettant des permis sont incitées à répondre à l'enquête. De ce fait, le nombre de municipalités couvertes s'accroît continuellement.

L'enquête est généralement menée par la poste bien que certaines municipalités puissent choisir de répondre par téléphone. L'agent municipal responsable de l'émission des permis remplit mensuellement un formulaire sur lequel chacun des projets de construction d'envergure doit être décrit.

Après avoir rempli leur rapport, les municipalités en acheminent une copie au bureau centrale de Statistique Canada et l'autre au bureau local de la Société canadienne d'hypothèques et du logement (S.C.H.L.). Afin de réduire leur fardeau, de plus en plus de répondants produisent un rapport informatisé. Seules les municipalités retardataires, incluses dans l'enquête de la S.C.H.L. ci-haut mentionnée, font l'objet d'un suivi téléphonique.

À leur réception au bureau central de Statistique Canada, les rapports sont vérifiés, codés et saisis.

Des procédures de contrôle qualitatif rigoureuses sont utilisées afin de s'assurer que la collecte, la codification ainsi que le traitement des données sont effectués avec le plus de précision possible. Des vérifications sont également exercées sur les totalisations et l'ordre de grandeur des données. Chaque rapport qui ne répond pas aux critères de qualité retenus fait l'objet d'une vérification et est corrigé au besoin.

Il faut procéder à des imputations pour chaque caractéristique pour laquelle aucune déclaration n'a été reçue. On les calcule automatiquement, sous réserve de certaines contraintes, en appliquant aux valeurs utilisées précédemment, les variations mensuelles et annuelles des valeurs semblables des municipalités répondantes; et le patron historiques des municipalités manquantes. Aucune estimation n'est faite pour le manque de couverture, la clandestinité ou la sous-évaluation des permis émis. Pour cette raison, l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée.

Les statistiques mensuelles ne font pas l'objet de correction pour les permis annulés ou périmés. D'après les agents municipaux, le volume d'annulation ou d'inutilisation est inférieur à 5%.

Période de référence : La période de référence aux fins de la collecte de données est le mois civil. Les rapports des municipalités qui font parties d'une région métropolitaine de recensement ou d'une agglomération de recensement doivent nous parvenir dans les 20 jours suivant le mois visé. Les autres municipalités ont 30 jours pour produire leur rapport. Les résultats sont diffusés entre 35 et 40 jours après la fin du mois de référence. Les données annuelles finales pour l'année civile antérieure sont diffusées en même temps que les données pour le mois de janvier de l'enquête.

Révisions : Les révisions pouvant affecter les résultats de l'enquête sur les permis de bâtir sont de deux natures:

Révisions dues à la correction d'erreurs de codage

Mensuellement, seules les données du mois précédent la période de référence peuvent être affectées par de telles révisions.

Révisions dues à l'addition de rapports tardifs

Les rapports tardifs se rapportant au mois précédent la période de référence sont incorporés aux résultats de l'enquête sur une base courante. Cependant, les rapports reçus après la limite de deux mois suivant le mois de référence ne sont introduits qu'à la fin de l'année. Par conséquent, les données des douze derniers mois sont sujets à révision.

Désaisonnalisation : Le cycle météorologique normal entraîne des fluctuations prévisibles des données. Les séries de données diffusées englobent à la fois des données désaisonnalisées (donc excluant les influences annuelles prévisibles) et des données non désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées portant sur le total des unités et la valeur agrégée des permis de bâtir sont obtenues indirectement, c'est-à-dire par l'addition de leurs composantes désaisonnalisées. On obtient les unités totales de logement par l'agrégation des données désaisonnalisées de type unifamilial et multiple; la valeur totale des permis résulte pour sa part de la somme des éléments suivants: unifamiliale, multiple, industriel, commercial et institutionnel. Certaines séries ne présentent aucune saisonnalité apparente. Ainsi, les valeurs non-désaisonnalisées de ces séries ont été utilisées et agrégées aux valeurs désaisonnalisées des autres séries. À la fin de l'année, les séries chronologiques désaisonnalisées sont révisées afin de tenir compte des plus récentes fluctuations saisonnières. Habituellement, seules les trois années de fin de série sont affectées par ce processus de révision. Les données révisées sont introduites à la banque de données CANSIM.

Concepts et variables observées

Les données statistiques présentées dans le produit décrit ici ont trait au nombre d'unités de logement autorisées et à la **valeur des permis de bâtir**. La valeur des permis rapportés comprend les dépenses suivantes : matériaux, main d'oeuvre, profits et frais généraux. Le coût du terrain n'est jamais inclus dans la valeur estimative du permis tandis que les frais d'acquisition (actes notariés, frais d'arpentage, intérêts encourus) peuvent à l'occasion y être intégrés.

La classification utilisée dans la présente publication porte strictement sur les bâtiments pour lesquels un permis de bâtir a été émis. Généralement les permis émis correspondent aux travaux suivants : construction de nouveaux bâtiments, transformation de logement, ajout structurel, rénovation, etc. Les travaux de réparation (peinture, réfection de plancher, de toiture, etc.) pour lesquels aucun permis n'est requis et les travaux de génie (tels les barrages, les routes, les oléoducs, etc.), qui par définition ne sont pas des bâtiments, ne sont pas compris dans la présente statistique. Des estimations de ces travaux sont toutefois disponibles en consultant Cansim aux tableaux 029-0039 à 029-0040 pour les « Dépenses en immobilisations par type d'actif » et aux tableaux 029-0005 à 029-0024 et 032-0001 à 032-0002 pour l'« investissements privés et publics » (no 61-205-X au catalogue).

La description fournie par les municipalités concernant le type de bâtiment (case #6 de la Section A du formulaire) ainsi que le type de travail à effectuer (case #7 de la Section A du formulaire) constitue le fondement de la classification. La classification des bâtiments en groupes ou sous-groupes principaux se fonde sur les éléments suivants : la destination prévue, dans le cas des immeubles nouveaux; l'utilisation réelle ou prévue des bâtiments auxquels des améliorations sont effectués; affiliation de l'immeuble où la construction envisagée a pour objet d'assurer des commodités accessoires; la principale utilisation de l'ensemble lorsque la construction projetée est destinée à plus d'une fin, toutefois lorsque le bâtiment abrite des logements, on procède à la répartition de la valeur des travaux entre l'usage résidentiel et non résidentiel.

Catégories de bâtiments

Dans cette publication la **valeur des permis émis** soit pour l'érection de nouveaux édifices ou pour l'exécution de travaux d'amélioration sont regroupés d'après les genres de bâtiments suivants : résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental.

Construction résidentielle . Comprend tout bâtiment destiné à l'occupation privé soit sur une base permanente ou non. Les logements sont regroupés sous les types suivants : les logements unifamiliaux, mobiles, chalets, semi-détachés, en rangée ainsi que les appartements.

Construction industrielle . Englobe tout bâtiment destiné à la fabrication ou à la transformation de produits; au transport, aux communications et autres services d'utilité publique, à l'agriculture, à la sylviculture ainsi qu'à l'exploitation minière.

Construction commerciale . Il s'agit de tout bâtiment destiné à abriter des activités se rattachant au secteur tertiaire. Par exemple : les magasins, entrepôts, garages, immeubles à bureaux, théâtres, hôtels, salons funéraires, salons de beauté.

Construction institutionnelle et gouvernementale . Comprend les dépenses faites par les collectivités, les corps publics et les gouvernements pour la construction d'immeubles ou bâtiments; par exemple, écoles, universités, hôpitaux, cliniques, églises, foyers de vieillards.

Le **nombre d'unités de logements** correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées. Dans cette publication, les unités de logements sont regroupées de la façon suivante:

Maison unifamiliale . Ce genre de logement est communément appelé « **maison simple** ». Il comprend les logements individuels complètement isolés de tout côté, y compris les maisons individuelles liées à un autre logement uniquement sous le sol. Sont inclus les unifamiliales à deux étages, les bungalows, les maisons à paliers multiples, qu'ils soient construits de façon conventionnelle ou préfabriquée.

Maison mobile . Maison conçue et construite pour être transportée sur son propre châssis et qu'on peut déplacer sans grand délai.

Chalet . Logement qui ne peut être habité à l'année ou en permanence puisque les installations nécessaires au confort sont insuffisantes.

Maison double ou semi-détachée . Correspond à toute maison d'habitation où chacun des deux logements sont côte à côte réunis soit par un mur commun ou un garage, mais non attenants à une autre construction et entourés d'espaces libres.

Maison en rangée . Il s'agit d'une rangée d'au moins trois logements réunis côte à côte sans autre logement au-dessus ou au-dessous.

Maison d'appartements . Cette catégorie inclut les logements compris dans une variété de bâtiments tels que : les duplex, les duplex jumelés, les triplex, les duplex en rangée, les appartements proprement dit et les logements adjacents à tout édifice non domiciliaire.

Transformation . Il s'agit du nombre de logements ajoutés par suite de la transformation d'un bâtiment déjà existant.

Classification géographique

Les entités géographiques sont classifiées selon la Classification Géographique Type (CGT) en usage à Statistique Canada. Un code (CGT) de douze chiffres a été attribué à chaque entité rapportante afin de pouvoir les classier selon les niveaux géographiques suivants:

Province et territoire (Pr) : On compte dix provinces et trois territoires.

Région économique (RE) : Il s'agit des régions infra-provinciales de Statistique Canada établies par la Division des normes. On en compte soixante-seize.

Division de recensement (DR) : L'expression division de recensement signifie un regroupement de subdivision de recensement établie par une loi provinciale. On en dénombre deux cent quatre-vingt-un (des données sous un tel regroupement géographique sont disponibles sur demande).

Région métropolitaine de recensement (RMR) : Leur délimitation correspond à la définition du recensement de 2001. Le terme (RMR) désigne la principale zone du marché du travail d'une région urbaine (noyau urbanisé) comptant 100,000 habitants ou plus, d'après les chiffres de population du recensement. Les vingt-sept (RMR) figurent dans cette publication. Toutefois, bien que le recensement de 2001 définisse Ottawa-Hull comme une seule (RMR), elle est présentée ici en deux entités distinctes étant donné qu'elles sont situées dans des provinces différentes.

Agglomération de recensement (AR) : Elle correspond aux zones de marchés de travail moins vastes des noyaux urbanisés comptant 10,000 habitants ou plus, tel que défini au recensement de 2001. On compte cent dix-huit (AR) au Canada. Lorsqu'une (AR) chevauche deux provinces elle est présentée partiellement dans chacune de celles-ci. L'agglomération de Lloydminster fait toutefois exception à cette règle, paraissant en totalité en Alberta.

Autres municipalités de 10,000 de population et plus : Il s'agit de municipalités ne faisant pas partie d'agglomérations de recensement dont la taille est d'environ 10,000 habitants. On distingue ces municipalités afin de rendre possible la comparaison entre l'enquête sur les permis de bâtir et celle sur les mises en chantier qui utilise ce concept.

Partie rurale : Sont regroupés sous cette rubrique toutes les entités géographiques ne faisant pas partie d'un (RMR) ou d'une (AR) et n'étant pas identifié par la Société canadienne d'hypothèques et de logement comme un centre urbain.

Subdivision de recensement (SDR) : L'expression subdivision de recensement se rattache aux municipalités, aux réserves indiennes, aux établissements et aux territoires non organisés. Toutefois étant donné que les établissements et les réserves indiennes n'émettent pas de permis de bâtir, elles ne sont pas comprises dans cette publication.

Unité géographique non-standard : Les unités géographiques qui apparaissent dans cette publication ne correspondent pas toutes à la définition de subdivision de recensement tel que définit ci-haut. Certaines administrations provinciales ou municipales étant dans l'impossibilité de produire des rapports mensuels conformes aux entités géographiques officielles, nous les publions selon l'entité géographique utilisée par ces administrations. Ces unités géographiques dites non-standard ne sont cependant pas très nombreuses et sont surtout concentrées dans les provinces maritimes.

Révisions territoriales

Les limites territoriales ont été établies conformément aux définitions du recensement de 2001. Durant les périodes intercensitaires les changements de limites, de statuts et de noms des (SDR) sont introduits dans cette publication sur une base annuelle. Les changements affectant les autres unités géographiques (RMR, AR, DR, RE) sont pour leurs parts incorporés sur base quinquennale dix huit mois après la tenue du recensement.

Exactitude des données

Les données sur les permis de bâtir étant extraites de documents administratifs municipaux, deux types d'erreurs de réponse sont possibles : les erreurs imputables au demandeur de permis et les erreurs de transcription faites par la municipalité répondante. L'expérience prouve que les erreurs de transcription sont peu fréquentes. De plus, du fait qu'un nombre croissant de municipalités produisent des rapports automatisés la fréquence de ce type d'erreur tend à diminuer. Toutefois, les erreurs provenant d'une déclaration sous-estimant le coût du projet de construction sont toujours probables. Le mode de tarification des permis qui, dans la plupart des cas, est établi en fonction de la valeur de construction mène indubitablement à une sous-évaluation de la valeur des projets.

Les autres sources d'erreurs sont les erreurs de traitement et les erreurs de non-réponse. En 2005, plus de 99% des municipalités couvertes par l'enquête ont fait parvenir leurs rapports mensuels sur les permis de bâtir.

Comparabilité des données et sources connexes

Toute comparaison de données doit être faite avec réserve étant donné que les modalités d'émission de permis ainsi que les méthodes d'estimation des valeurs peuvent différer d'une municipalité à l'autre. De plus, puisque le nombre de municipalités participant à l'enquête s'accroît constamment, on doit tenir compte de ce fait lors de comparaisons touchant des périodes différentes.

La présente publication ne renferme qu'une partie des données produites sur les permis de bâtir. On peut cependant en s'adressant à la section des Indicateurs courants de l'investissement ((613) 951-4646 ou 1-800-579-8533) commander soit des tableaux non-publiés ou soumettre des requêtes spéciales. Les séries présentées ici sont aussi disponibles sur CANSIM : Tableaux 026-0001 à 26-0008, 026-0010, 026-0015.

Appendice I

Abréviations géographiques

A.R.	Agglomération de recensement
BOR	Borough
C	City
C.A.	Census Agglomeration
CC	Chartered Community
CDR	Census Division Remainder
CM	County (Municipality)
C.M.A.	Census Metropolitan Area
COM	Community
CR	County Remainder
CT	Canton
CU	Cantons-Unis
DM	District (Municipality)
HAM	Hamlet
ID	Improvement District
IGD	Indian Government District
LGD	Local Government District
LOT	Lot and Royalty
M	Municipalité
MD	Municipal District
NH	Northern Hamlet
NT	Northern Town
NV	Northern Village
N.W.T.	NorthWest Territories
P	Paroisse
PAR	Parish
PD	Planning District
PDR	Planning District Remainder
RCR	Rural County Remainder
RGM	Regional Municipality
R.M.R.	Région métropolitaine de recensement
RDR	Regional District Remainder
RM	Rural Municipality
RV	Resort Village
SA	Special Area
S-E	Indian Settlement/Établissement indien
SCM	Subdivision of County Municipality
SD	Sans désignation
SET	Settlement
SM	Specialize Municipality
SRD	Subdivision of Regional District
SUN	Subdivision of Unorganized District
SV	Summer Village

T	Town
T.N.O.	Territoires du Nord-Ouest
TP	Township
UCR	Urban County Remainder
UNO	Unorganized/Non organisé
V	Ville
VC	Village Cri
VL	Village
VN	Village Nordique